

RCS : RENNES Code greffe : 3501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de RENNES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1976 B 00015 Numéro SIREN : 304 690 332 Nom ou dénomination : VITRE DISTRIBUTION
--

Ce dépôt a été enregistré le 25/09/2018 sous le numéro de dépôt 11393



Grégoire BUNOT

Marc SOUCARRE

Christian PALVADEAU

Experts - comptables associés
Commissaires aux comptes

Geneviève DURANTEAU

Expert - comptable associée

Laurence GOYEC

Rachel VIOLIN

Experts - comptables

Thomas BASTHISTE

Commissaire aux comptes

Cabinet Vilaine et Associés ■

Société civile d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région des Pays de Loire
Membre de la Compagnie Régionale de Rennes

VITRE DISTRIBUTION

Rue du Mée
35500 - VITRE

S.A.S. au capital de 800 000 €
R.C.S. RENNES 304-690 332

COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} Février 2017 au 31 Janvier 2018

Certifié conforme

Tél 02 40 92 66 00

Fax 09 55 27 66 00

■ cva@cvaexperts.fr

6, avenue Jacques Cartier. 44800 Saint-Herblain

B.P. 30123. 44817 Saint-Herblain Cedex

Membre d'une association agréée. Règlement par chèque accepté
TVA : FR 63 330 356 700, RCS Nantes 330 356 700, Capital 430 000 euros



BILAN

ACTIF	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois			Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	37 162 047	14 057 355	23 104 691	23 545 377
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	1 247 141	637 384	609 756	642 630
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	124 397	123 561	835	1 876
FONDS COMMERCIAL (1)	167 781		167 781	167 781
IMMOBILISATIONS DIVERSES	954 961	513 822	441 139	472 971
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	28 847 551	12 052 778	16 794 772	16 402 683
TERRAINS	1 412 155	449 164	962 990	544 375
CONSTRUCTIONS	21 796 041	9 018 295	12 777 745	12 060 361
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	4 430 813	1 843 859	2 586 954	2 822 781
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	1 150 890	741 458	409 432	422 236
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	57 649		57 649	552 928
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	7 067 354	1 367 192	5 700 162	6 500 064
PARTICIPATIONS	1 990		1 990	1 990
TITRES IMMOBILISES DIVERS	3 392 680	1 367 192	2 025 487	2 894 688
PRETS	3 513 595		3 513 595	3 445 661
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	159 089		159 089	157 724
ACTIF CIRCULANT	17 241 114	11 526	17 229 588	16 025 431
STOCKS ET EN-COURS	5 930 665	10 460	5 920 205	5 633 698
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	32 430		32 430	34 407
MARCHANDISES	5 898 234	10 460	5 887 774	5 599 290
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	1 118 694	1 066	1 117 628	1 167 634
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	136 275	1 066	135 209	158 851
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	982 418		982 418	1 008 783
CREANCES DIVERSES (3)	5 601 730		5 601 730	1 957 021
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	3 295 938		3 295 938	6 290 234
DISPONIBILITES	900 947		900 947	566 760
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	393 137		393 137	410 082
TOTAL GENERAL	54 403 161	14 068 881	40 334 279	39 570 809

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

167 781

26 297

167 782

11 520


BILAN

PASSIF	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	19 646 757	18 351 695
CAPITAL	800 000	800 000
RESERVES –	17 551 695	16 602 794
RESERVE LEGALE	80 000	80 000
AUTRES RESERVES	17 471 695	16 522 794
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 295 062	948 900
RAPPEL CAPITAUX PROPRES	19 646 757	18 351 695
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	300 983	160 983
PROVISIONS POUR RISQUES	290 000	150 000
PROVISIONS POUR CHARGES	10 983	10 983
DETTES (1)	20 386 539	21 058 131
DETTES FINANCIERES (2)	13 057 414	13 519 900
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	12 332 329	12 693 055
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	725 084	826 845
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES	7 996	5 115
DETTES D'EXPLOITATION	6 598 837	6 189 941
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	4 522 519	4 048 040
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 930 463	1 991 680
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	145 854	150 220
DETTES DIVERSES	663 500	1 313 630
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	663 377	1 312 012
AUTRES DETTES DIVERSES	123	1 618
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	58 790	29 543
TOTAL GENERAL	40 334 279	39 570 809
(1) Dont à plus d'un an	10 923 670	11 647 348
Dont à moins d'un an	9 462 868	9 410 782
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques		5 765



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	62 753 585	59 862 691
VENTES DE MARCHANDISES	61 637 413	58 584 549
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	755 819	729 750
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	62 393 233	59 314 300
REPRISES SUR PROVISIONS	10 160	153 061
TRANSFERTS DE CHARGES	101 052	166 826
AUTRES PRODUITS	249 139	228 502
CHARGES D'EXPLOITATION	61 144 484	57 975 184
ACHATS DE MARCHANDISES	48 231 769	46 013 497
VARIATION DES STOCKS	(290 863)	(911 059)
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	(274 970)	125 902
VARIATION DES STOCKS	1 976	(8 269)
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	5 034 108	5 108 082
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	867 602	816 571
SALAIRES ET TRAITEMENTS	4 596 328	4 414 646
CHARGES SOCIALES	1 079 979	1 043 599
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	1 870 809	1 233 514
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	11 526	10 160
AUTRES CHARGES	16 217	128 539
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 609 101	1 887 506
PRODUITS FINANCIERS	847 783	180 628
PARTICIPATIONS	316	183
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	10 030	5 279
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	156 047	173 843
REPRISES SUR PROVISIONS	646 746	
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT	34 642	1 321
CHARGES FINANCIERES	476 139	515 800
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	183 248	365 616
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	292 891	150 184
RESULTAT FINANCIER	371 643	(335 172)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 980 744	1 552 333



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION SUR OPERATIONS EN CAPITAL REPRISES SUR PROVISIONS	1 624 855 11 690 1 613 164	224 758 16 838 63 195 144 724
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION SUR OPERATIONS EN CAPITAL DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 649 446 1 508 358 141 087	290 964 45 3 577 287 342
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(24 590)	(66 206)
PARTICIPATION DES SALAIRES	347 975	371 094
IMPOTS SUR LES BENEFICES	313 117	166 132
<i>Total des produits</i>	<i>65 226 224</i>	<i>60 268 077</i>
<i>Total des charges</i>	<i>63 931 162</i>	<i>59 319 177</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	1 295 062	948 900
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier Produits financiers concernant les entreprises liées Charges financières concernant les entreprises liées	18 236	454 264

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a terminée des travaux d'agrandissement de sa surface de vente, pour un montant de 2 228 k€, comptabilisé à l'actif, entièrement financé par emprunt.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Le 28 février 2018, le ministre de l'économie et des finances a assigné la société coopérative nationale, à laquelle appartient la société, devant le tribunal de commerce de PARIS, pour une pratique commerciale contrevenant aux dispositions de l'article L 442-6, I, 1° du code de commerce.

Dans l'attente du jugement, les présents comptes annuels n'intègrent aucune conséquence financière.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Les immobilisations incorporelles diverses constituées d'un usufruit temporaire de 30 ans relatif à un ensemble immobilier sont amorties sur la même durée.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	20 à 30 ans	- Matériel d'exploitation :	5 à 10 ans
- Constructions :	10 à 30 ans	- Matériel de transport :	4 à 5 ans
- Agencements des constructions :	6 à 10 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	8 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec l'amortissement économique des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 1 200 actions de 666,67 euros.

Fonds commercial

* Droit au bail	Acquisition le 26/08/1992	4 700
* Droit au bail AVENIR TELE HIFI	Acquisition le 31/10/2011	103 082
* Droit au bail BERTOLETTO	Acquisition le 07/06/2010	60 000
		167 782

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	1 245 981	1 160		1 247 141
Immobilisations corporelles	26 773 111	2 247 934	173 494	28 847 551
Immobilisations financières - titres	4 727 370	157 678	1 490 378	3 394 670
Immobilisations financières - créances	3 603 386	69 299		3 672 685
	36 349 847	2 476 071	1 663 871	37 162 047

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	603 351	34 033		637 384
Immobilisations corporelles	10 370 428	1 837 864	155 514	12 052 778
	10 973 779	1 871 897 (*)	155 514	12 690 162
(*) Dont dotation : . linéaire		1 695 490		
. dégressive		175 320		
. exceptionnelle		1 088		

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges (1)	160 983	140 000		300 983
Dépréciations de l'actif immobilisé (2)	1 830 691	183 248	646 746	1 367 193
Dépréciations de l'actif circulant	10 160	11 526	10 160	11 526
	2 001 834	334 774 (*)	656 906 (*)	1 679 702
(*) Dont : . exploitation		1 066	10 160	
. financier		183 248	646 746	
. exceptionnel		140 000		

(1) Les dotations aux provisions pour risques et charges correspondent des litiges salariaux.

(2) Le montant des provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé correspond à la dépréciation des titres immobilisés acquis dans le cadre d'investissements Outre-mer régi par l'article 217 Undecies du C.G.I. pour un montant de 1 367 193 €.

Biens pris en crédit-bail

Néant

Créances : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	3 672 685	26 298	3 646 387
Acomptes versés sur commandes			
Créances d'exploitation	1 118 695	1 118 695	
Créances diverses	5 601 731	5 601 731	
Charges constatées d'avance	393 137	393 137	
	10 786 247	7 139 860	3 646 387

Dettes : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	8 730	8 730		
Emprunts bancaires (1)	12 323 600	1 438 805	5 443 490	5 441 305
Emprunts & dettes financières divers (2)	725 085	686 209		38 876
Avances, acompte reçus sur commandes	7 996	7 996		
Dettes d'exploitation	6 598 838	6 598 838		
Dettes diverses	663 501	663 501		
Produits constatés d'avance	58 790	58 790		
	20 386 539	9 462 869	5 443 490	5 480 181

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires 8 730

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice 2 432 500

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 2 475 539

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales 13 408

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, les charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement

- Plus-value latente au début de l'exercice	33 776
- Moins-value latente à la fin de l'exercice	82

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'affaires

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, et de ventes sur internet à emporter et se ventile de la façon suivante :

- Magasin	46 926 826
- Drive	6 450 111
- Station-service	9 016 296
	62 393 233

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel ne sont pas « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Il se décompose ainsi :

- Cadres	4
- Agents de maîtrise	16
- Employés	205
	225

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, le CICE 2015, qui s'élève à 247 146 €, a été utilisé pour le financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement.

Pour les salaires versés en 2017, il a été comptabilisé un CICE calculé au taux de 7 % sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC.

L'impact de ce crédit d'impôt sur le compte de résultat se traduit par une réduction du poste « charges sociales » pour un montant de 304 886-€.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Cession immobilisations corporelles	17 981	28 600
Cession immobilisations financière	1 490 378	1 584 565
Dotation exceptionnelle sur mise au rebut	1 088	-
Litige salarial	140 000	-
Contribution économie d'énergie	-	11 691
	1 649 446	1 624 856

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	227 125
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	120 850
	347 975

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun, et diminuée de crédits d'impôts.

Intégration fiscale

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère PEINTURIER GROUPE CONTRÔLE.
La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	449 953
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	-136 836
	<u>313 117</u>

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	203 515
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	180 384

AUTRES INFORMATIONS**Dettes garanties par des sûretés réelles et personnelles**

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce) pour un montant de 12 323 600 € et par des sûretés personnelles (caution) pour un montant de 973 485 €.

Engagements financiers**Néant****Engagements financiers**

Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne

DONNES	RECUS
417 600	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application des règles de droit du travail.

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce de gros et de détail à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 1.5 % ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 2.5 % ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 30.87 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible ;
- table de mortalité : 2017.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ 399 626 €

Entreprises liées	LIEES	AVEC LIEN DE PARTICIPATION
Participations	1 990	-
Titres immobilisés	-	2 117 310
Provision sur titres immobilisés		1 367 193
Créances diverses	4 312 280	-
Prêts	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	672 801
Produits financiers	18 237	646 746
Charges financières	-	310 193
Produits exceptionnels		1 403 655
Charges exceptionnelles	-	1 470 521

Filiales & participations à plus de 50 %	S.A.R.L. LES DEUCES DU MEE 5 rue du Mée 35500 - VITRE R.C.S. RENNES 822 433 065	S.N.C. LILAS 2 43 rue de Paris 97400 Saint-Denis R.C.S. ST-DENIS 782 894 276
Capital	2 000	889 065
Capitaux propres autres que le capital	-32 008	-66 442
Quote-part du capital-détenu	99.50%	99.99%
Valeur brute des titres détenus	1 990	889 063
Valeur nette des titres détenus	1 990	691 411
Prêts et avances consentis	662 237	-
Cautions & avals donnés	-	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	563 889	24 877
Résultat du dernier exercice clos	18 603	-26 851
Dividendes encaissés	-	-

Filiales & participations entre 10 & 50 %	S.N.C. COMBANI TOT. (*) 97400 SAINT DENIS R.C.S. ST DENIS 533 968 622	S.N.C. LOGISTIQUE S1 (*) 97400 SAINT DENIS R.C.S. ST DENIS 510 231 822
Capital	1 083 560	2 676 158
Capitaux propres autres que le capital	-544 927	-660 883
Quote-part du capital détenu	41.30%	29.18%
Valeur brute des titres détenus	447 460	780 787
Valeur nette des titres détenus	0	58 706
Prêts et avances consentis	-	-
Cautions & avals donnés	-	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	203 873	575 414
Résultat du dernier exercice clos	-16 278	-75 999
Dividendes encaissés	-	-

Société établissant des comptes consolidés

Les présents comptes annuels sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale par la société :

S.A.S. PEINTURIER GROUPE CONTRÔLE

Rue du Mée

35500 VITRE

R.C.S. : RENNES 379 325 178

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.

VITRE DISTRIBUTION
Société par actions simplifiée au capital de 800 000 euros
Siège social : Rue du Mée - 35500 VITRE
304 690 332 RCS RENNES

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 27 JUILLET 2018
--

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 janvier 2018

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 janvier 2018 s'élevant à 1 295 062,39 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice 1 295 062,39 euros

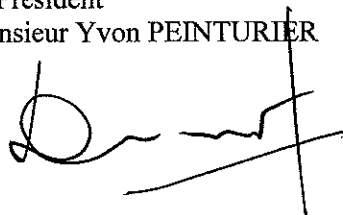
En totalité au compte "Autres réserves » 1 295 062,39 euros
Qui s'élève ainsi à 18 766 757,58 euros.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au titre des trois derniers exercices.

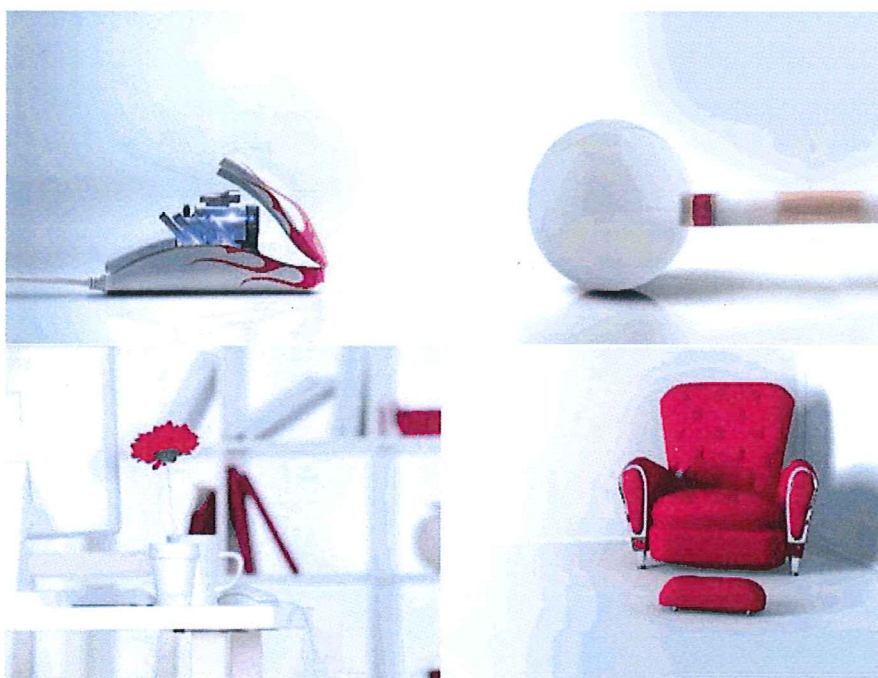
Vote de l'Assemblée Générale Mixte du 27 juillet 2018

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés ayant le droit de vote.

Certifié conforme
Le Président
Monsieur Yvon PEINTURIER



4 bonnes raisons de choisir Altonéo



Audit • Expertise-Comptable • Droit • Conseil • Ressources humaines • Informatique

ALTONEO AUDIT
Siège social :
143 rue de Paris – CS 92107 - 53063 LAVAL Cedex 9
499 885 333 RCS LAVAL

SAS VITRE DISTRIBUTION
304 690 332 RCS RENNES
5, Rue du Mée
35500 - VITRE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2018

SAS VITRE DISTRIBUTION

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 janvier 2018

Aux Associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société « VITRE DISTRIBUTION SAS » relatifs à l'exercice clos le 31 janvier 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} février 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

1. La société constate un stock d'une valeur nette de 5 920 205 € au 31 janvier 2018.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons été conduits à :

- assister à l'inventaire physique,
- effectuer une revue analytique des stocks,
- vérifier l'application des méthodes de valorisation,
- contrôler les quantités et l'évaluation des stocks par sondages.

Ces travaux n'ont pas révélé d'éléments de nature à remettre en cause l'évaluation des stocks.

2. L'entreprise a terminé les travaux relatifs à l'agrandissement de sa surface de vente, pour un montant de 2 228 K€.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives pour l'arrêté des comptes, nous avons été conduits à vérifier que la procédure de validation des dépenses d'investissements et leur comptabilisation sont respectées.

Nos travaux d'analyse sur pièces, réalisés par sondages à partir du dossier de l'entreprise, confirment la matérialisation des contrôles et le respect des niveaux hiérarchiques de supervision.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et contribuent donc à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux Associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Laval, le 12 juillet 2018

Le Commissaire aux Comptes
ALTONEO AUDIT



Cédric TOMINE,
Associé

BILAN

ACTIF	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois			Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	37 162 047	14 057 355	23 104 691	23 545 377
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	1 247 141	637 384	609 756	642 630
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	124 397	123 561	835	1 876
FONDS COMMERCIAL (1)	167 781		167 781	167 781
IMMOBILISATIONS DIVERSES	954 961	513 822	441 139	472 971
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	28 847 551	12 052 778	16 794 772	16 402 683
TERRAINS	1 412 155	449 164	962 990	544 375
CONSTRUCTIONS	21 796 041	9 018 295	12 777 745	12 060 361
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	4 430 813	1 843 859	2 586 954	2 822 781
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	1 150 890	741 458	409 432	422 236
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	57 649		57 649	552 928
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	7 067 354	1 367 192	5 700 162	6 500 064
PARTICIPATIONS	1 990		1 990	1 990
TITRES IMMOBILISES DIVERS	3 392 680	1 367 192	2 025 487	2 894 688
PRETS	3 513 595		3 513 595	3 445 661
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	159 089		159 089	157 724
ACTIF CIRCULANT	17 241 114	11 526	17 229 588	16 025 431
STOCKS ET EN-COURS	5 930 665	10 460	5 920 205	5 633 698
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	32 430		32 430	34 407
MARCHANDISES	5 898 234	10 460	5 887 774	5 599 290
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	1 118 694	1 066	1 117 628	1 167 634
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	136 275	1 066	135 209	158 851
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	982 418		982 418	1 008 783
CREANCES DIVERSES (3)	5 601 730		5 601 730	1 957 021
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	3 295 938		3 295 938	6 290 234
DISPONIBILITES	900 947		900 947	566 760
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	393 137		393 137	410 082
TOTAL GENERAL	54 403 161	14 068 881	40 334 279	39 570 809
(1) Dont droit au bail			167 781	167 782
(2) Dont à moins d'un an			26 297	11 520
(3) Dont à plus d'un an				

BILAN

PASSIF	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	19 646 757	18 351 695
CAPITAL	800 000	800 000
RESERVES	17 551 695	16 602 794
RESERVE LEGALE	80 000	80 000
AUTRES RESERVES	17 471 695	16 522 794
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 295 062	948 900
RAPPEL CAPITAUX PROPRES	19 646 757	18 351 695
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	300 983	160 983
PROVISIONS POUR RISQUES	290 000	150 000
PROVISIONS POUR CHARGES	10 983	10 983
DETTES (1)	20 386 539	21 058 131
DETTES FINANCIERES (2)	13 057 414	13 519 900
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	12 332 329	12 693 055
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	725 084	826 845
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES	7 996	5 115
DETTES D'EXPLOITATION	6 598 837	6 189 941
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	4 522 519	4 048 040
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 930 463	1 991 680
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	145 854	150 220
DETTES DIVERSES	663 500	1 313 630
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	663 377	1 312 012
AUTRES DETTES DIVERSES	123	1 618
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	58 790	29 543
TOTAL GENERAL	40 334 279	39 570 809
(1) Dont à plus d'un an	10 923 670	11 647 348
Dont à moins d'un an	9 462 868	9 410 782
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques		5 765

COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	62 753 585	59 862 691
VENTES DE MARCHANDISES	61 637 413	58 584 549
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	755 819	729 750
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	62 393 233	59 314 300
REPRISES SUR PROVISIONS	10 160	153 061
TRANSFERTS DE CHARGES	101 052	166 826
AUTRES PRODUITS	249 139	228 502
CHARGES D'EXPLOITATION	61 144 484	57 975 184
ACHATS DE MARCHANDISES	48 231 769	46 013 497
VARIATION DES STOCKS	(290 863)	(911 059)
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	(274 970)	125 902
VARIATION DES STOCKS	1 976	(8 269)
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	5 034 108	5 108 082
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	867 602	816 571
SALAIRES ET TRAITEMENTS	4 596 328	4 414 646
CHARGES SOCIALES	1 079 979	1 043 599
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	1 870 809	1 233 514
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	11 526	10 160
AUTRES CHARGES	16 217	128 539
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 609 101	1 887 506
PRODUITS FINANCIERS	847 783	180 628
PARTICIPATIONS	316	183
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	10 030	5 279
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	156 047	173 843
REPRISES SUR PROVISIONS	646 746	
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT	34 642	1 321
CHARGES FINANCIERES	476 139	515 800
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	183 248	365 616
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	292 891	150 184
RESULTAT FINANCIER	371 643	(335 172)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 980 744	1 552 333

COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/18 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/17 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 624 855	224 758
SUR OPERATIONS DE GESTION	11 690	16 838
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	1 613 164	63 195
REPRISES SUR PROVISIONS		144 724
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 649 446	290 964
SUR OPERATIONS DE GESTION		45
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	1 508 358	3 577
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	141 087	287 342
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(24 590)	(66 206)
PARTICIPATION DES SALAIRES	347 975	371 094
IMPOTS SUR LES BENEFICES	313 117	166 132
<i>Total des produits</i>	<i>65 226 224</i>	<i>60 268 077</i>
<i>Total des charges</i>	<i>63 931 162</i>	<i>59 319 177</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	1 295 062	948 900
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier		
Produits financiers concernant les entreprises liées	18 236	454
Charges financières concernant les entreprises liées		264

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a terminée des travaux d'agrandissement de sa surface de vente, pour un montant de 2 228 k€, comptabilisé à l'actif, entièrement financé par emprunt.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Le 28 février 2018, le ministre de l'économie et des finances a assigné la société coopérative nationale, à laquelle appartient la société, devant le tribunal de commerce de PARIS, pour une pratique commerciale contrevenant aux dispositions de l'article L 442-6, I, 1^o du code de commerce.

Dans l'attente du jugement, les présents comptes annuels n'intègrent aucune conséquence financière.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Les immobilisations incorporelles diverses constituées d'un usufruit temporaire de 30 ans relatif à un ensemble immobilier sont amorties sur la même durée.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	20 à 30 ans	- Matériel d'exploitation :	5 à 10 ans
- Constructions :	10 à 30 ans	- Matériel de transport :	4 à 5 ans
- Agencements des constructions :	6 à 10 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	8 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec l'amortissement économique des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 1 200 actions de 666,67 euros.

Fonds commercial

* Droit au bail	Acquisition le 26/08/1992	4 700
* Droit au bail AVENIR TELE HIFI	Acquisition le 31/10/2011	103 082
* Droit au bail BERTOLETTO	Acquisition le 07/06/2010	60 000
		167 782

Immobilisations

	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	1 245 981	1 160		1 247 141
Immobilisations corporelles	26 773 111	2 247 934	173 494	28 847 551
Immobilisations financières - titres	4 727 370	157 678	1 490 378	3 394 670
Immobilisations financières - créances	3 603 386	69 299		3 672 685
	36 349 847	2 476 071	1 663 871	37 162 047

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	603 351	34 033		637 384
Immobilisations corporelles	10 370 428	1 837 864	155 514	12 052 778
	10 973 779	1 871 897 (*)	155 514	12 690 162
(*) Dont dotation : . linéaire		1 695 490		
. dégressive		175 320		
. exceptionnelle		1 088		

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges (1)	160 983	140 000		300 983
Dépréciations de l'actif immobilisé (2)	1 830 691	183 248	646 746	1 367 193
Dépréciations de l'actif circulant	10 160	11 526	10 160	11 526
	2 001 834	334 774 (*)	656 906 (*)	1 679 702
(*) Dont : . exploitation		1 066	10 160	
. financier		183 248	646 746	
. exceptionnel		140 000		

(1) Les dotations aux provisions pour risques et charges correspondent des litiges salariaux.

(2) Le montant des provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé correspond à la dépréciation des titres immobilisés acquis dans le cadre d'investissements Outre-mer régi par l'article 217 Undecies du C.G.I. pour un montant de 1 367 193 €.

Biens pris en crédit-bail **Néant**

Créances : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	3 672 685	26 298	3 646 387
Acomptes versés sur commandes			
Créances d'exploitation	1 118 695	1 118 695	
Créances diverses	5 601 731	5 601 731	
Charges constatées d'avance	393 137	393 137	
	10 786 247	7 139 860	3 646 387

Dettes : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	8 730	8 730		
Emprunts bancaires (1)	12 323 600	1 438 805	5 443 490	5 441 305
Emprunts & dettes financières divers (2)	725 085	686 209		38 876
Avances, acompte reçus sur commandes	7 996	7 996		
Dettes d'exploitation	6 598 838	6 598 838		
Dettes diverses	663 501	663 501		
Produits constatés d'avance	58 790	58 790		
	20 386 539	9 462 869	5 443 490	5 480 181

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires 8 730

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice 2 432 500

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 2 475 539

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales 13 408

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, les charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement

- Plus-value latente au début de l'exercice	33 776
- Moins-value latente à la fin de l'exercice	82

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'affaires

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, et de ventes sur internet à emporter et se ventile de la façon suivante :

- Magasin	46 926 826
- Drive	6 450 111
- Station-service	9 016 296
	62 393 233

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel ne sont pas « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Il se décompose ainsi :

- Cadres	4
- Agents de maîtrise	16
- Employés	205
	225

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, le CICE 2015, qui s'élève à 247 146 €, a été utilisé pour le financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement.

Pour les salaires versés en 2017, il a été comptabilisé un CICE calculé au taux de 7 % sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC.

L'impact de ce crédit d'impôt sur le compte de résultat se traduit par une réduction du poste « charges sociales » pour un montant de 304 886 €.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Cession immobilisations corporelles	17 981	28 600
Cession immobilisations financière	1 490 378	1 584 565
Dotation exceptionnelle sur mise au rebut	1 088	-
Litige salarial	140 000	-
Contribution économie d'énergie	-	11 691
	1 649 446	1 624 856

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	227 125
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	120 850
	347 975

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun, et diminuée de crédits d'impôts.

Intégration fiscale

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère PEINTURIER GROUPE CONTRÔLE.

La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	449 953
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	-136 836
	<u>313 117</u>

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	203 515
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	180 384

AUTRES INFORMATIONS

Dettes garanties par des sûretés réelles et personnelles

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce) pour un montant de 12 323 600 € et par des sûretés personnelles (caution) pour un montant de 973 485 €.

Engagements financiers

Néant

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	417 600	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application des règles de droit du travail.

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce de gros et de détail à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 1.5 % ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 2.5 % ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 30.87 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible ;
- table de mortalité : 2017.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ 399 626 €

Entreprises liées

	LIEES	AVEC LIEN DE PARTICIPATION
Participations	1 990	-
Titres immobilisés	-	2 117 310
Provision sur titres immobilisés		1 367 193
Créances diverses	4 312 280	-
Prêts	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	672 801
Produits financiers	18 237	646 746
Charges financières	-	310 193
Produits exceptionnels		1 403 655
Charges exceptionnelles	-	1 470 521

Filiales & participations à plus de 50 %

	S.A.R.L. LES DELICES DU MEE 5 rue du Mée 35500 - VITRE R.C.S. RENNES 822 433 025	S.N.C. LILAS 2 43 rue de Paris 97400 Saint-Denis R.C.S. ST-DENIS 792 694 275
Capital	2 000	889 065
Capitaux propres autres que le capital	-32 008	-66 442
Quote-part du capital détenu	99.50%	99.99%
Valeur brute des titres détenus	1 990	889 063
Valeur nette des titres détenus	1 990	691 411
Prêts et avances consentis	662 237	-
Cautions & avals donnés	-	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	563 889	24 877
Résultat du dernier exercice clos	18 603	-26 851
Dividendes encaissés	-	-

Filiales & participations entre 10 & 50 %

	S.N.C. COMBANI TOT. (*) 97400 SAINT DENIS R.C.S. ST DENIS 533 968 622	S.N.C. LOGISTIQUE S1 (*) 97400 SAINT DENIS R.C.S. ST DENIS 510 231 822
Capital	1 083 560	2 676 158
Capitaux propres autres que le capital	-544 927	-660 883
Quote-part du capital détenu	41.30%	29.18%
Valeur brute des titres détenus	447 460	780 787
Valeur nette des titres détenus	0	58 706
Prêts et avances consentis	-	-
Cautions & avals donnés	-	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	203 873	575 414
Résultat du dernier exercice clos	-16 278	-75 999
Dividendes encaissés	-	-

Société établissant des comptes consolidés

Les présents comptes annuels sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale par la société :

S.A.S. PEINTURIER GROUPE CONTRÔLE

Rue du Mée

35500 VITRE

R.C.S. : RENNES 379 325 178

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.